



## À nous l'Europe!

L'Europe s'occupe de nous au quotidien. Le 7 juin prochain, nous élirons nos représentants au Parlement européen. Nous avons besoin d'élus sensibles aux enjeux sociaux et engagés pour les faire progresser. Cette édition spéciale de «L'Info», réalisée avec la collaboration des centrales de la CSC, propose un tour d'horizon des principaux défis européens.



# Les institutions européennes: mode d'emploi

Qui ne s'est jamais retrouvé confronté à une question sur le fonctionnement des institutions européennes sans pouvoir y répondre? Désormais, en lisant ce qui suit, celles-ci n'auront plus de secret pour vous.

L'Union européenne (UE) est composée de cinq institutions: le Parlement européen, la Commission européenne, le Conseil de l'Union européenne, la Cour de justice des Communautés européennes et la Cour des comptes européenne. Ces institutions travaillent en parallèle, échantent des idées, se contrôlent et prennent des décisions ensemble.

## Le Parlement européen

Etant la seule institution élue directement par les 493 millions de personnes qui vivent dans les Etats membres, le Parlement représente le peuple européen. Elus tous les cinq ans, les députés se répartissent en sept groupes politiques: le groupe socialiste, le groupe du Parti populaire qui rassemble les démocrates-chrétiens et les conservateurs, le groupe libéral, le groupe des verts, un groupe confédéral de la gauche unitaire et deux groupes eurosceptiques. Aujourd'hui, la Belgique occupe 24 sièges sur 785. Parmi ceux-ci, 7 ont rejoint le groupe socialiste, 6 le groupe libéral, 2 le groupe des verts et 6 le groupe du Parti populaire; 3 sont indépendants. En juin prochain, conformément au Traité de Nice, la Belgique comptera deux représentants de moins, le nombre total de députés étant ramené à 736.

### Missions

- La principale mission du Parlement européen est de voter des lois sur des sujets choisis par la Commission européenne. Ces lois seront ensuite transposées dans les différentes législations des Etats membres. Tout projet de loi, concocté par les parlementaires, doit être accepté par le Conseil de l'Union européenne. Ensuite, il revient au Parlement pour être soumis au vote des députés. Un rôle important comme on l'a vu en décembre dernier lors du vote sur la «directive temps de travail» (lire page 4).
- Le Parlement s'occupe également du budget en collaboration avec le Conseil de l'UE. Ces deux institutions décident donc quelles seront les dépenses prises en charge par l'UE.

- Le Parlement a un droit d'initiative: il peut souffler des idées à l'oreille de la Commission européenne. Il a aussi un pouvoir de contrôle sur les travaux et les actes de la Commission européenne et du Conseil de l'UE.

## Le Conseil de l'Union européenne

Le Conseil représente les intérêts des gouvernements des pays membres de l'UE. Il réunit les ministres des gouvernements nationaux des Etats membres.

### Missions

- Le conseil légifère, en partenariat avec le Parlement européen, dans 9 domaines différents. Par exemple, le Conseil Environnement réunit les ministres de l'environnement des 27 pays membres. Les autres matières sont l'économie, l'éducation, l'emploi, les transports, etc.
- Ce conseil s'occupe encore de la confection du budget de l'UE avec le Parlement européen.
- Il doit mettre en place une bonne coopération entre les services de police et les instances judiciaires des 27 pays membres. Il coordonne aussi les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres. Au niveau international, ce conseil définit la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE.

### Présidence tournante

Le Conseil de l'UE est présidé par un Etat membre qui change tous les 6 mois. Actuellement, il s'agit de la République tchèque; elle dirige les travaux du Conseil depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. Le tour de la Belgique reviendra en 2010 (lire page 12).

Le Conseil de l'UE est «chapeauté» par le Conseil européen. Ce rendez-vous des chefs d'Etat ou de gouvernement, auquel s'ajoute le président de la Commission européenne, a lieu tous les 6 mois pour définir globalement les orientations politiques de l'UE.

## La Commission européenne

Elle est indépendante des gouvernements nationaux. Les commissaires qui la composent sont européens et ne peuvent donc en aucun cas se laisser influencer par un pays

et encore moins par leur pays d'origine. Ils sont 27 et proviennent chacun d'un Etat membre. Chacun a un domaine d'action particulier.

### Missions

- Elle est «gardienne des traités», ce qui signifie qu'elle vérifie avec la Cour de justice des Communautés européennes si les Etats membres respectent et appliquent bien le droit européen défini par le Parlement européen et le Conseil de l'UE.
- Elle exécute les décisions du Parlement et du Conseil en mettant en œuvre les politiques et les programmes communautaires. La Commission gère et applique également le budget.
- Elle a un droit d'initiative, elle peut donc faire des propositions de loi au Parlement et au Conseil.
- Elle peut représenter l'UE sur la scène internationale en signant des accords internationaux lorsque l'UE veut parler d'une seule voix.

## La Cour de justice des Communautés européennes

### Missions

Elle contrôle la légalité des décisions et des actes du Parlement européen, du Conseil de l'UE, de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne. Elle vérifie également la bonne application de la législation européenne dans tous les Etats membres; en effet, le droit communautaire prévaut sur les droits nationaux.

Donc, si des décisions européennes sont contraires à la législation belge, par exemple, les autorités belges devront adapter la loi nationale.

## La Cour des comptes européenne

### Missions

Le budget annuel européen est de plus de 120 milliards d'euros. Le rôle de la Cour des comptes européenne est de vérifier les finances de toutes les institutions européennes, en contrôlant les recettes et les dépenses de chacune. ☆

Sur le rôle des institutions, lire aussi page 5.



Le Parlement européen est renouvelé tous les cinq ans. Le 7 juin prochain, les Belges éliront 22 des 736 députés.



## Quiz Connaissez-vous l'Union?

### 1. Qui est le président de la Commission européenne?

- a. Romano Prodi  b. Javier Solana  
 c. José Manuel Barroso  d. Louis Michel

### 2. Où le Parlement européen a-t-il son siège?

- a. Bruxelles  b. Strasbourg  c. Paris  d. La Haye

### 3. En 2007, l'Union européenne est passée de 25 à 27 membres. Qui sont ces deux nouveaux membres?

- a. La Roumanie et la Pologne  b. La Bulgarie et la Suisse  
 c. La Suisse et la Slovaquie  d. La Bulgarie et la Roumanie

### 4. Quels sont les pays qui ont voté «non» à la Constitution européenne?

- a. Le Royaume-Uni et le Danemark  
 b. La France et les Pays-Bas  
 c. L'Italie et l'Irlande  
 d. L'Espagne et la France

### 5. Combien de pays les syndicats membres de la Confédération européenne des syndicats (CES) représentent-ils?

- a. 24  b. 27  c. 32  d. 36

### 6. Quel pays européen a retiré les pièces de 1 et 2 centimes de la circulation?

- a. La Suisse  b. L'Espagne  
 c. Le Royaume-Uni  d. La Finlande

### 7. Qui préside actuellement le Conseil de l'Union européenne?

- a. La France  b. La République tchèque  
 c. L'Autriche  d. La Norvège

### 8. Quelle est la date des prochaines élections européennes?

- a. Le 10 juin 2011  b. Le 6 octobre 2009  
 c. Le 21 juillet 2012  d. Le 7 juin 2009

### 9. En 2007, la CES a élu pour la première fois une femme à sa présidence. Quelle est sa nationalité?

- a. Suédoise  b. Française  c. Espagnole  d. Russe

### 10. Pour quelle année l'Union européenne s'est-elle engagée à diminuer de 20% ses émissions de gaz à effet de serre?

- a. 2010  b. 2050  c. 2012  d. 2020

### 11. Combien de commissaires travaillent à la Commission européenne?

- a. 15  b. 27  c. 35  d. 22

### 12. A combien de semaines la Commission européenne voudrait-elle faire passer le congé de maternité?

- a. de 12 à 14 semaines  b. de 16 à 18 semaines  
 c. de 14 à 18 semaines  d. de 10 à 16 semaines

### 13. Quel est le diamètre d'une pièce de 1 centime?

- a. 15 mm  b. 16,25 mm  c. 20,2 mm  d. 13,6 mm

### 14. Comment s'appelle le programme d'échange des étudiants au niveau européen?

- a. Erasmus  b. Socrate  c. Thésée  d. Universatis

### 15. Combien de temps un pays préside-t-il le Conseil de l'Union européenne?

- a. 1 an  b. 3 mois  c. 6 mois  d. 2 an

Réponses: 1A, 2B, 3D, 4B, 5D, 6D, 7B, 8D, 9A, 10D, 11B, 12C, 13B, 14A, 15C


# Occupons-nous de l'Europe!

L'Europe s'occupe de nous au quotidien, que nous le voulions ou pas. Occupons-nous donc de l'Europe pour qu'elle favorise des emplois, une citoyenneté, une fiscalité, une politique d'immigration meilleurs et plus justes pour tous.

Le 7 juin prochain, nous serons appelés à voter pour le Parlement européen, représentant la «voix des peuples des 27 Etats membres». Le Parlement européen est chargé de surveiller l'élaboration des réglementations. Les députés européens qui le composent peuvent donner leur avis sur les propositions que fait la Commission européenne. Ils peuvent adopter, rejeter ou modifier ces propositions. Le 7 juin prochain, nous serons chargés de désigner les 22 députés représentant la Belgique. Qu'il s'agisse de «privatisation» des services publics, de lutte contre les changements climatiques, d'uniformisation des législations en matière d'asile et d'immigration; d'harmonisation des

marchés économiques et donc de l'emploi ou encore de développement d'une citoyenneté européenne, les options sont souvent radicalement différentes suivant que l'Europe est dominée par une vision très libérale ou davantage progressiste. Et les conséquences, pour la vie de tous les jours, peuvent être lourdes.

C'est ce que le Ciep-Moc souhaite démontrer au cours d'une campagne «grand public» qui a débuté fin de l'année dernière et qui se terminera avant les élections par une interpellation des partis politiques et de leurs candidats. ✧

 [www.ciep.be](http://www.ciep.be)



## L'Europe s'occupe de nous tous les jours

On ne s'en rend pas toujours compte, mais l'Europe est étroitement imbriquée dans notre vie quotidienne. Environnement, emploi, service public, fiscalité, santé,... L'Europe intervient par des règles, des lois, des directives qui influencent directement notre vie de tous les jours. Quelques exemples. ✧

### Recyclage

Vous venez d'acheter un nouveau réfrigérateur avec label énergétique? Savez-vous qu'une directive européenne oblige le vendeur à récupérer l'ancien appareil? Grâce à la cotisation Recupel de quelques euros, on peut donc se débarrasser de ses déchets d'équipements électriques et électroniques, dont une partie est recyclée.

### Énergie-climat

Réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport au niveau de 1990, produire 20% d'énergie renouvelable et diminuer nos consommations d'énergie de 20%. C'est l'objectif du plan énergie-climat européen à l'horizon 2020. Un plan contraignant pour les Etats membres que certains ne jugent pas assez ambitieux mais qui a le mérite d'exister.

### Bâtiment

Si votre habitation a plus de 5 ans, vous pouvez la rénover à un taux de TVA de 6%. Ce faible taux, on le doit à l'Europe qui souhaitait ainsi lutter contre le travail au noir. La Commission européenne songe d'ailleurs à modifier la directive sur la TVA et permettre aux Etats membres d'appliquer aussi un taux de TVA réduit sur l'entretien des monuments, la construction neuve et la vente de logements.

### Voies lentes

Grâce aux subides du Fonds européen de développement régional (Feder), vous pouvez marcher, courir ou pédaler en toute sécurité en Wallonie sur les anciennes voies de chemin de fer réhabilitées. L'Union européenne a en effet cofinancé l'aménagement des pistes cyclables du réseau Ravel en Wallonie.

### Monnaie

Le 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'euro est devenu la monnaie officielle dans douze pays: l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Irlande, les Pays-Bas, la Grèce, la Finlande, la Luxembourg, la Belgique, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Depuis, ils ont été rejoints par la Slovénie en 2007, par Chypre et Malte en 2008 et par la Slovaquie en janvier de cette année. En tout, seize pays européens représentant près de 322 millions d'habitants font aujourd'hui partie de la zone euro.

### Échanges

Au cours des vingt dernières années, 1,5 million de jeunes ont pu faire une partie de leurs études à l'étranger grâce au programme d'échange Erasmus. L'Europe a pour objectif 10% d'étudiants de l'enseignement supérieur poursuivant leurs études pendant un certain temps dans un autre Etat membre.

### Culture

Mons est candidate au titre de capitale européenne de la culture 2015. Liège le sera peut-être aussi. En 2009, c'est Linz en Autriche et Vilnius en Lituanie qui ont décroché le titre. Une façon pour l'Europe de valoriser ses atouts et sa diversité culturelle, et l'occasion pour ces villes de bénéficier de subides européens pour la restauration de leurs monuments.

### Pesticides

En janvier de cette année, le Parlement européen a décidé de bannir une partie des pesticides les plus dangereux de la production alimentaire. Ce n'est pas anodin car la moitié des fruits et légumes vendus au sein de l'Union contient des résidus de pesticides, potentiellement dangereux pour la santé. Tout bénéficie aussi pour les abeilles menacées de disparition.

### Sécurité

Il figure depuis des années déjà sur les étiquettes des jouets et de tas d'autres objets courants, du téléviseur au préservatif: le fameux label CE (conformité européenne) qui garantit que le produit répond à des normes de sécurité.

### Égalité salariale

Le principe d'égalité des salaires entre hommes et femmes a été consacré, il y a plus de 50 ans, dans le premier traité européen. Malgré cela, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes demeure considérable (plus de 20% en Belgique). C'est une preuve (parmi d'autres) des inégalités persistantes que connaissent les femmes sur le marché du travail. L'Union européenne, à travers sa stratégie européenne pour l'emploi (SEE), veut réduire cet écart salarial. De façon plus large, le principe de l'interdiction des comportements discriminatoires doit beaucoup à l'Europe.

### Cosmétiques

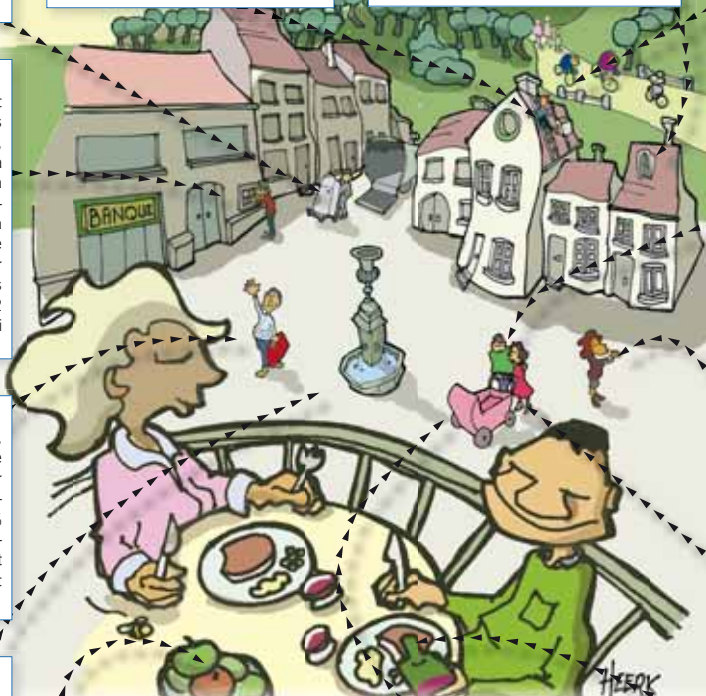
Depuis 2005, l'Europe impose sur les emballages des produits cosmétiques la mention de la durée d'utilisation après ouverture. Il existe un sigle spécifique: un pot ouvert, avec les caractères «6M» ou «12M» qui signifie que le produit, une fois ouvert, se conserve 6 ou 12 mois.

### Congé parental

Tant les pères que les mères ont droit en Europe à un congé parental minimal de trois mois, ainsi qu'à un congé pour raisons familiales urgentes. C'est un socle minimum qui sert de base aux législations nationales.

### Alimentation

Depuis 2000, le consommateur européen peut savoir exactement de quel animal provient la viande de bœuf qui est dans son assiette. Grâce à cette traçabilité et aux inspections, on peut déceler immédiatement les maillons faibles de la chaîne alimentaire. Le bœuf aux hormones a aussi déserté nos assiettes depuis que l'Union interdit son utilisation dans les élevages, ainsi que l'importation de viande hormonée.



# La voix des travailleurs européens



Pour pouvoir défendre les travailleurs à l'échelon européen, il fallait une organisation commune. La Confédération européenne des syndicats est l'organisation reconnue pour s'exprimer en leur nom.

Le 16 décembre dernier, 15.000 syndicalistes européens ont manifesté pour convaincre les parlementaires européens de donner la «priorité aux travailleurs, et non aux horaires de travail à rallonge». La démarche a contribué à les persuader de ne pas voter une révision de la «directive temps de travail» qui aurait été défavorable aux travailleurs. C'est une victoire pour le syndicalisme européen qui n'aurait pu être obtenue sans la Confédération européenne des syndicats (CES).

L'idée de regrouper des syndicats européens est née dans les années 1950 avec la signature des premiers traités européens. Afin de mettre les préoccupations des travailleurs à l'agenda, la création d'une organisation syndicale européenne s'imposait. La CES a été fondée en 1973. Elle représente aujourd'hui 60 millions d'affiliés issus de 82 organisations syndicales dont la CSC. C'est grâce au nombre de personnes qu'elle représente que la CES par-

vient à faire prendre en compte les préoccupations des travailleurs. Malheureusement, cette force est menacée: certains dirigeants politiques et patrons remettent en question cette représentativité, et l'affiliation à un syndicat est en baisse dans presque tous les pays européens. Pour enrayer ce phénomène, des campagnes d'affiliation sont organisées au niveau national avec le soutien de la CES.

## Des moyens pour agir

La CES agit à deux niveaux. Le premier est le dialogue social – la négociation entre les syndicats et les patrons. Il permet de contribuer à la définition de normes sociales européennes (lire page 5). Au fil des ans, ce moyen d'action a porté ses fruits et plusieurs grands accords ont été obtenus: le congé parental (1995), le travail à temps partiel (1997), le travail à durée déterminée (1999), le télétravail (2002), le stress lié au travail (2004), le harcèlement et la violence au travail (2007). Le développement de compétences et qualifications tout au long de la vie (2002) et l'égalité des genres (2005) ont fait l'objet de cadres d'action. Une position commune a été adoptée sur les défis essentiels auxquels les marchés du travail sont confrontés (2007).

Quand le dialogue social ne permet pas d'obtenir des résultats, une pression est exercée sur les décideurs européens avec divers moyens (contacts, courriers aux parlementaires,...). Pour renforcer ses messages, la CES organise des campagnes de sensibilisation et des mobilisations à grande échelle. Outre Strasbourg en décembre dernier, le 5 avril 2008, la CSC a participé à une «euro-manifestation» à Ljubljana en Slovénie pour demander des augmentations de salaire et du pouvoir d'achat pour les travailleurs européens.

L'Europe ne cesse de se construire et de s'agrandir. Les législations européennes prennent de plus en plus

## Pour des services

Il a fallu une crise financière grave pour qu'on redécouvre le rôle régulateur de l'Etat et que l'on réclame des services de contrôle pour sortir les institutions financières de la débâcle dans laquelle les avait plongées un libéralisme outrancier. Une prise de conscience qui réhabilite un peu le service public.

Un peu partout en Europe, les services publics sont menacés. La libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux, les progrès technologiques, la pression citoyenne pour une nouvelle gestion publique ont eu des conséquences lourdes pour les services publics. La mise en œuvre du marché unique a engendré un vaste mouvement de sous-traitance, de privatisation et de dérégulation des services publics. Le processus d'intégration des nouveaux pays membres a requis d'importantes restructurations, qui ont touché les travailleurs de tous les services publics. Les mouvements de modernisation n'ont épargné aucun secteur des services publics désormais contraints d'accorder une importance particulière aux résultats.

## Nombreuses attaques

Ces dernières années, les services publics ont été la cible de nombreuses attaques et un sujet d'intérêt permanent de la Commission européenne. Partout en Europe, les réformes de la gestion du service public ont conduit à des stratégies de remise en cause des services publics sur le plan de l'éthique, de la qualité de l'emploi statutaire, des systèmes de rémunération, des développements de carrière, de la formation, de l'égalité des chances et des conditions de travail des agents (soins de santé, établissements pénitentiaires,...).

L'ambiguïté entourant les services publics a d'ailleurs toujours été présente en Europe. Le Traité de Rome de 1957 ne les mentionne même pas, tant leur nécessité paraissait indispensable à l'époque. Ce n'est qu'en 1986 que l'Acte unique s'y intéresse en définissant

*Le capital et le secteur privé ne sont pas en mesure d'offrir des services universels décents à tous les citoyens.*

d'importance dans le fonctionnement des Etats. Avec la mondialisation et la mise en concurrence toujours plus forte des travailleurs, la défense des travailleurs au niveau européen est plus que jamais nécessaire. Mais elle n'est pas facile à mettre en œuvre. D'un Etat à l'autre, les réalités sont très diverses mais les préoccupations sont communes: qualité de l'emploi, protection sociale, formation,...


Pour dégager des revendications communes, le dialogue et la compréhension mutuelle entre les pays sont très importants. Même si le niveau de vie et les conditions de travail sont (beaucoup) plus élevés dans certains pays que dans d'autres, il n'y a pas de système idéal qui devrait s'imposer. Il y a des initiatives et des progrès intéressants dans chaque pays. Quand nous voyons à quel point il est difficile de mettre les pays européens d'accord au niveau politique, nous pouvons déjà nous satisfaire du travail de la CES. Mais un énorme travail reste à faire, tant pour dégager des revendications communes beaucoup plus précises que pour développer l'adhésion des citoyens européens à leurs syndicats nationaux.

✶ Jean-Louis Teheux, chargé de formations Fec

## La CES en pratique

La Confédération européenne des syndicats (CES) compte 82 syndicats membres, dont la CSC. Trente-six pays y sont représentés: les 27 Etats membres de l'Union, Andorre, la Croatie, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège, Saint-Marin, la Suisse et la Turquie. Elle accueille deux observateurs: un syndicat de Macédoine et un de Serbie. Le pilier professionnel de la CES comprend 12 fédérations syndicales sectorielles: métallurgie; bois et bâtiment; énergie et chimie; alimentation et tourisme; textile et habillement; transport; services et communication; journalisme; médias et spectacle; éducation; police; services publics. Toutes les centrales professionnelles de la CSC y sont impliquées.

Les locaux de la CES se trouvent dans la Maison syndicale européenne, boulevard Roi Albert II 5, à 1120 Bruxelles. Tél.: 02.224.04.70.

 [www.etuc.org](http://www.etuc.org)



Le 16 décembre dernier, 15.000 personnes manifestaient à Strasbourg pour dire non aux horaires de travail à rallonge. Une victoire pour le syndicalisme européen.



# publics de qualité

les «services économiques d'intérêt général» (poste, transport, énergie et télécommunications) et en faisant référence à des principes fondamentaux du service universel, sans toutefois les définir clairement (qualité, tarif, accessibilité).

Par la suite, de nombreuses initiatives ont contribué à libéraliser ces «services publics marchands» et à organiser leur mise en concurrence à présent entrée dans la phase terminale – mais provisoire – d'un long processus.

## Vigilance syndicale

Pourquoi faut-il des services publics de qualité en Europe? Tout simplement parce que le capital et le secteur privé ne sont pas en mesure d'offrir des services universels décentes à tous les citoyens. Les services publics sont considérés comme les fondements d'une économie prospère, du bien-être social, de la citoyenneté et de la démocratie.

Les organisations syndicales des Etats nationaux, par l'action de leurs confédérations et fédérations européennes, multiplient les initiatives pour promouvoir le dialogue social et plaident pour la création de processus et de structures de négociation au niveau européen.

Le succès de la manifestation de Strasbourg qui clame son opposition à l'adoption par le Parlement européen de la «directive temps de travail» doit inciter les organisations syndicales à sensibiliser encore mieux leurs affiliés aux enjeux de la construction de cette Europe que nous voulons plus sociale et moins libérale. Une Europe au sein de laquelle des services publics financés correctement et organisés dans le souci du service au citoyen, garantiront l'équité et la justice sociale.

Une nouvelle fois, le Parlement européen relayait les préoccupations citoyennes exprimées par les organisations syndicales et atténuait une initiative autoritaire de la Commission européenne. Son rôle est donc essentiel dans l'exercice de la démocratie européenne. Pensons-y lorsque nous serons amenés à comparer les programmes politiques de celles et ceux qui, en juin prochain, solliciteront nos suffrages.

✪ Jean-Paul Devos, CSC-Services publics

**L'Europe sociale vit, se développe et a déjà permis d'obtenir des résultats bénéfiques pour les travailleurs des 27 Etats membres. Mais le social est le parent pauvre de l'action de l'actuelle Commission, et la vigilance reste de mise.**

# Construire l'Europe sociale pas à pas

La Confédération européenne des syndicats (CES) représente 60 millions de travailleurs. Chacun d'eux est appelé à voter lors des élections de juin prochain. En choisissant, pour le Parlement européen, des représentants sensibles aux préoccupations des travailleurs, ces 60 millions d'électeurs peuvent contribuer à faire avancer l'Europe sociale.

Celle-ci s'est constituée au fil des ans et elle a engrangé un certain nombre de réalisations importantes. Mais les partenaires sociaux ne peuvent pas tout faire seuls; ils ont besoin du Parlement et du Conseil des ministres pour qu'une proposition favorable aux travailleurs devienne un droit dans les 27 Etats membres (lire en page 2). Il faut donc choisir



Les accords-cadres sur le stress et la violence au travail ont déjà fait progresser l'Europe sociale.

des représentants sensibles aux enjeux sociaux et engagés pour les défendre et les faire progresser.

## Programmes de travail

L'Europe sociale vit et se développe à travers le dialogue social européen, tant interprofessionnel que sectoriel.

Les partenaires sociaux européens en sont à leur troisième programme de travail commun. Le premier avait été négocié pour les années 2003-2005, le second pour 2006-2008 et le dernier pour 2009-2010. Celui-ci est un programme de transition, en phase avec la redéfinition de la stratégie européenne de l'emploi prévue en 2010.

Ces programmes de travail commun peuvent être comparés aux accords interprofessionnels (AIP) négociés tous les deux ans en Belgique entre représentants des employeurs et des travailleurs. Ils fixent des actions et des objectifs aux partenaires sociaux européens. Lorsque ceux-ci arrivent à un accord, ils doivent le transposer ou œuvrer à sa transposition. Un certain nombre d'accords ont déjà fait progresser l'Europe sociale. Les accords-cadres sur le télétravail, le stress ou la violence sur les lieux de travail, par exemple, constituent des étapes importantes pour les travailleurs des 27 Etats membres.

Ainsi, en Belgique, la convention collective de travail (CCT) sur le télétravail, négociée au Conseil national du travail (CNT), est directement inspirée de l'accord-cadre

– où le thème est récurrent dans les AIP. La combinaison entre vie professionnelle et vie familiale est également à l'agenda des partenaires sociaux européens. Sur base de leurs constats communs, ils reviennent l'accord-cadre sur le congé parental, devenu un véritable outil dans notre pays.

Les partenaires sociaux européens ont publié ensemble une analyse des défis auxquels les marchés du travail sont confrontés. La partie la plus intéressante de ce document est une analyse commune des données économiques et sociales des marchés du travail en Europe. Sur cette base, les partenaires sociaux tentent maintenant de définir les termes d'un accord-cadre sur l'accès de tous les travailleurs, y compris les plus précarisés, à la promotion professionnelle, notamment grâce à la formation.

Enfin, les partenaires sociaux européens interprofessionnels et sectoriels ont entamé, avec la Commission européenne, une série d'études sur les restructurations dans les entreprises, ce qui permet de dégager un ensemble de bonnes pratiques intéressantes. La Fédération européenne des métallurgistes (Fem), par exemple, a réalisé un travail de qualité sur les conditions d'accords transfrontaliers en cas de restructuration, mais aussi sur la formation des travailleurs, la responsabilité sociale des entreprises, etc. (lire en page 11).

## Une Commission à droite

Enfin, en matière de restructuration, le Conseil de l'Europe et le Parlement européen ont revu la directive sur les conseils d'entreprise européens; le résultat ne rencontre pas toutes les demandes du cahier de revendications syndical, mais il est néanmoins utile pour clarifier certains points.

L'Europe sociale vit et se développe, donc. Mais elle a fort à faire avec l'actuelle Commission européenne présidée par M. Barroso et nettement marquée à droite. Le renforcement de la protection sociale en général, et de la protection des travailleurs en particulier, n'est pas son premier souci. L'Europe sociale est le parent pauvre de son action. De plus, la présidence tchèque, aux commandes de l'UE jusqu'en juillet prochain, a fait de la flexibilité l'un de ses crédos. De plus, il arrive que des gouvernements nationaux fassent pression sur la Commission ou fassent alliance avec elle dans certains dossiers. Cela a été le cas pour la «directive temps de travail», mais les parlementaires ont été sensibles aux arguments des travailleurs et à leur manifestation de décembre dernier. Mais des compromis politiques restent à craindre et la vigilance est toujours de mise.

✪ A.D.